



**Déclaration liminaire de la FSU/CGT Educ'Action
CTSD du 25 mai 2020**

Monsieur le directeur académique,

Mesdames et messieurs les membres du CTSD

Nous sommes aujourd'hui réuni-es pour étudier le plan de reprise départemental de l'éducation nationale. Toutes et tous ici savons le rôle primordial que joue le service public d'éducation chaque jour auprès des enfants et adolescents de notre pays. Bien que nous n'ayons pas la même lecture de ce que devait être l'École pendant le confinement, nous sommes unanimement persuadé-es que sans le travail des professionnels que sont les acteurs et actrices de l'éducation, les inégalités sociales se creusent. Aussi, sommes-nous tou-tes convaincu-es du rôle à jouer par l'Education Nationale en cette période pandémique. Cependant, nous ne sommes pas dupes des intérêts à l'œuvre dans l'annonce du chef de l'Etat de rouvrir les écoles et établissements scolaires au plus vite, alors que la pandémie est toujours bien présente.

En s'appuyant sur l'argument des inégalités scolaires qu'il a pourtant contribué à aggraver (Lois Blanquer, réforme du bac, casse de la voie professionnelle, suppression de postes...), E. Macron a annoncé le 13 avril la réouverture progressive des écoles et établissements à partir du 11 mai, annonce confirmée le 28 avril par le premier ministre ne niant pas l'absence de risque. Le 3 mai, le ministère de l'Éducation nationale rendait public un protocole sanitaire incontournable, unanimement demandé par les organisations syndicales mais difficilement applicable sans un réel travail de concertation dans chaque école et établissement. Une fois communiqué, ce protocole semblait remplir un seul objectif : décharger le gouvernement de toute responsabilité au détriment des collectivités territoriales et des personnels de l'Éducation Nationale.

Rien n'obligeait le gouvernement à ouvrir les écoles simultanément au déconfinement, d'autant plus qu'une solution existait pour permettre aux professions dites prioritaires de bénéficier d'un moyen de garde. L'injonction à reprendre en présentiel à partir du 12 mai pour le premier degré, le 18 dans les collèges pour les élèves de sixième et cinquième, et à une date inconnue pour les autres, sans entendre les préconisations du conseil scientifique, du groupe de travail du Sénat et les associations de professionnels de santé, marque la volonté de la part de notre ministère de servir l'économie au détriment de la santé des personnels, des élèves et de leurs proches.

La FSU/CGT Educ'Action rappelle que l'impératif de santé et de sécurité est un préalable. Il ne peut pas y avoir de réouverture des établissements scolaires sans garanties sanitaires strictement respectées.

Cependant, tout porte à croire que la valeur cardinale de l'école sous-covid sera l'obéissance, comme le laisse penser la partie pédagogique de la circulaire du 4 mai et les liens vers le site Eduscol.

Le confinement a renforcé les inégalités sociales d'apprentissage ; certains de nos collègues, de nos élèves et leurs familles ont vécu des moments difficiles. Or, cette reprise est partielle et ne concernera que très peu d'élèves des milieux populaires contrairement à l'objectif affiché.

Si la lutte contre les inégalités sociales primait, alors ne serait pas proposé aux élèves un retour sur la base du volontariat, anxiogène car construisant l'idée d'un danger à revenir en classe et reportant la responsabilité sur les familles. Le ministère tente d'abriter la pauvreté de sa réflexion derrière un certain nombre de fiches en ligne, proposant des pistes de travail hétéroclites d'intérêt variable. Plus que jamais la FSU/CGT Educ Action considère que l'esprit critique est une vertu politique, et une œuvre de salubrité publique. De plus, les personnels n'ont pas besoin qu'on leur dise comment faire leur métier, ils l'ont bien prouvé lors du confinement, mais ont besoin de réels moyens financiers et humains.

Dans cette période particulière il convient de ne pas fabriquer une école maltraitante pour nos enfants et injonctive pour ses agent-es. La reprise, même progressive, soulève des questions très concrètes pour les personnels. Elle met en lumière les enjeux sanitaires, organisationnels, éducatifs et pédagogiques. Le défi est de taille pour les espaces hors classe : demi-pension, sanitaires, couloirs, cour de récréation, accueil des élèves... Idem pour la gestion des flux et des personnes, les entrées et sorties d'établissements, les transports scolaires. Pour la FSU/CGT Educ'Action, il s'agit de penser en équipe les

conditions d'accueil : définir collectivement des objectifs à cette reprise, organiser ensemble la prise en charge (éducative, sociale, psychologique, médicale, sanitaire) des élèves sont des impératifs.

Cette crise sanitaire met en lumière le caractère indispensable d'une présence physique humaine et professionnelle auprès des élèves mais aussi le manque cruel en personnels.

Pour la FSU/CGT Educ'Action, elle doit être l'occasion de moyens supplémentaires en enseignant-es, CPE, AED, AESH et personnels médico-sociaux, dans le cadre d'un plan de relance pour la rentrée 2020.

Plutôt que de sonner dans la précipitation la rentrée des parents au travail (coûte que coûte) et de fait la réouverture des écoles et établissements, nous aurions dû mettre à profit le temps qui nous sépare des congés pour travailler sur la rentrée de septembre. Cette rentrée devra être pédagogiquement solide et sécurisante avec des effectifs réduits tout en équipant, connectant et formant les familles et les collègues laissé-es sur le bord de la route de la technologie et du numérique.

Pour conclure, nous souhaitons interroger « l'après que nous voulons ». Les conséquences sociales, économiques, écologiques de la pandémie remettent en cause des politiques libérales mortifères.

Une épidémie est toujours un phénomène qui raconte beaucoup de l'état réel d'une société : état sanitaire, fonctionnement des institutions et des corps intermédiaires, respect des libertés publiques... Le débat démocratique ne saurait être ni confiné ni confisqué au nom d'une illusoire « union sacrée ».

Si l'heure n'est pas encore tout à fait au bilan, un fait s'impose : le pays tient grâce à ses services publics, notamment l'hôpital et l'Éducation nationale. Le gouvernement ne pourra s'exonérer d'une reconnaissance en actes de cet engagement. Dans leur rôle d'amortisseur social, les services publics sont, non pas un coût pour la société, mais d'abord une richesse, un investissement et un outil permanent de solidarité. Au-delà des paroles, les actes politiques et économiques seront déterminants. La FSU/CGT Educ Action est porteuse d'un tout autre projet de société que celui imposé aujourd'hui, renouant avec l'ambition actualisée des principes fondateurs du Conseil National de la Résistance, bien au-delà d'un coup de communication.

Enfin, nous souhaitons vous alerter sur l'usage excessif qui est fait des termes "Bienveillance" et "pragmatisme". Aujourd'hui, toutes les injonctions reçues de la part des IEN comme des chef-fes d'établissement le sont toujours sous couvert de pragmatisme et bienveillance, or à force d'user et abuser de ces termes, leurs sens s'en trouvent dévoyés. Ainsi côté 1er degré, dans certaines circonscriptions des collègues nous ont alertés-és quasiment quotidiennement. Par exemple, il a été répondu, par oral évidemment, à une directrice qui n'avait eu aucun jour de décharge depuis 3 semaines de laisser sa classe à une ATSEM ou à un parent volontaire (en s'assurant bien sûr qu'il ait un casier judiciaire vierge) ; il a été également dit à un collègue qui demandait si l'on pouvait aider à l'habillement des élèves de maternelle dans le respect des gestes barrières que sa question était "*indécente*"; Ou encore, parmi tant d'autres cas, une collègue, faisant part de son arrêt de travail à quelques jours de la rentrée, s'est vue rétorquer qu'elle "*mettait en péril l'accueil des élèves et les conditions sanitaires de toute l'école*".

Côté 2nd degré, les chef-fes d'établissements se targuent de bienveillance mais refusent, toujours oralement, le droit aux collègues de continuer à travailler en distanciel lorsqu'ils et elles souhaitent garder leurs enfants au domicile ; refusent d'aménager les emplois du temps des personnels itinérants du second degré, refusent de respecter les ventilations de service relatives à l'attribution des classes, réinventent les missions des enseignant-es et AESH en leur confiant des missions d'accueil et de vie scolaire, minorent le temps de travail dédié au distanciel, exigent des justificatifs pour des collègues en charge de parents dépendants et vulnérables justifiant le maintien en télétravail... et tout ceci sous couvert de "bienveillance" ?

Aussi Monsieur l'Inspecteur d'Académie, nous vous demandons solennellement d'inviter l'ensemble de vos personnels à arrêter de masquer une politique éducative agressive et régressive derrière une lexicologie fallacieuse et à assumer courageusement leurs propos en donnant leurs injonctions strictement par écrit, ou de s'en abstenir.